

# L'AMI DE LA RELIGION

## DE LA PATRIE.

JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

12s. 6a. par ANNEE.

"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

par ANNEE. 12s. 6a.

BUREAU DE REDACTION, }  
Rue Ste. Famille, No. 14. }

QUEBEC, VENDREDI MATIN, 1<sup>er</sup> MARS, 1850

BUREAU DE REDACTION }  
Rue Ste. Famille, No. }

### Attention.

Nous publions dans notre feuille de ce jour, le Prospectus d'un journal, l'*Ordre Social*, destiné à remplacer l'*Ami de la Religion et de la Patrie*. Le but des fondateurs du nouveau journal n'est pas spéculation mais de faire le bien en répandant parmi nos compatriotes, les saines doctrines et les connaissances utiles. Ce journal qui donnera dans un seul numéro plus de matière à lire que l'*Ami de la Religion et de la Patrie* dans trois, est aussi à meilleur marché, puisque abonnement et frais de poste compris, il ne coûtera aux habitants des campagnes, que 10s par an !

Nous appelons l'attention de nos abonnés sur ce prospectus et nous les prions de vouloir faire tout en leur pouvoir pour mettre à exécution ses vues bienfaisantes.

Québec, 20 Février, 1850.

**L'Ordre Social.**—Nous expédions dans notre numéro de ce jour, le Prospectus de ce nouveau journal, et nous invitons instamment nos agents et autres personnes amis des bons principes, de le répandre et de le faire lire dans leurs paroisses respectives autant que possible. Enfin, nous espérons que chaque abonné de l'*Ami de la Religion*, se fera un devoir de communiquer cette annonce à ses amis ou voisins, vu que ce journal doit paraître sous peu.

### L'AMI DE LA RELIGION ET DE LA PATRIE.



"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

QUEBEC, 1<sup>er</sup> MARS 1850.

### DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES.

**Canada.**—Le parlement provincial est de nouveau prorogé au 3 avril. On pense qu'il sera convoqué vers le 20 mai pour l'expédition des affaires.

**Angleterre.**—Le parlement a été ouvert le 31 janvier. Un amendement fait pour le rétablissement des droits sur les céréales a été rejeté dans les deux chambres par une écrasante majorité.

L'adresse en réponse au discours de la Reine a été adoptée dans la chambre des Communes par 311 contre 192.

Le bill pour permettre le mariage entre beaux-frères et belles-sœurs a été rejeté par une majorité de 84.

On annonce que le trésor public aura cette année un surplus de £2,500,000. Cet excédant sera approprié à l'abolition des taxes sur les fenêtres et autres impôts nuisibles.

On a publié à Londres le prospectus d'un télégraphe sous marin entre New-York et l'île de Wigh, et aussi pour construire un chemin de fer de Calais (France) à Moulins dans les Indes. La distance est de 3,800 milles. Le coût de ce chemin gigantesque sera de £38,000,000.

**France.**—Plusieurs steamers de guerre sont partis pour Civitta-Vacchia où ils sont allés chercher les troupes françaises.

Des arrestations ont eu lieu en masse dans les départements. Ces arrestations ont lieu que parmi les Socialistes.

**Nouveau Brunswick.**—Parmi les motions soumises au parlement de cette colonie, on remarque un projet de loi pour l'administration des postes, fixant le port

des lettres à six sols. On parle aussi d'emprunter les journaux de tout droit pour transport par la poste.

**Malle Anglaise.**—Les lettres et les journaux de l'étranger, apportés par le Steamer *America*, sont arrivés ce matin, en cette ville. Nous en ferons des extraits pour notre prochain numéro. Nous extrayons le paragraphe suivant :

**NAPLES.**—On écrit de Naples, le 23 janvier 1850 :

"Le Pape paraît décidé à rentrer à Rome le lendemain du mercredi des Cendres.

"Le roi de Naples est toujours admirable dans ses égards et son dévouement pour le Souverain Pontife.

**Comté de Huntington.**—Une adresse signée par plus de 200 personnes, les plus influentes du comté, a été présentée à leur représentant, M. Tancred Sauvageau, pour le prier de conserver son mandat, et pour protester contre le mouvement annexioniste !

Voici une liste des lettres pour Québec, retenues au bureau de poste de Whitehall, faute d'être payées :—

J. T. Brousseau, 10 cents ; le Caisier de la Banque de Québec, 10 cts ; Thos. Dunn, 10 cts ; Alex. Henderson, membre, 5 cts ; Revd. M. McMahon, 5 cts ; J. Wise, 10 cts ; G. G. Ardouin, 10 cts ; Weston Hunt, 10 cts ; Jean Chabot, 12 cts ; Sa Grâce l'Archevêque de Québec, 42 cts ; P. Sinclair, 10 cts ; Elizabeth Boyd 10 cts ; Evan W. Minns, 10 cts ; Mary Mullen, 10 cts ; aussi Nicolas Mullen, de Valcartier, 5 cts ; Patrick Markee, de Ste. Catherine, de Québec, 10 cts ;

La semaine dernière, la Société d'Agriculture du district de Québec, a tenu une exhibition des produits agricoles et manufacturiers du pays, à St. Michel. Il paraît que tous les produits en montre ce jour-là, étaient des plus magnifiques et des mieux confectionnés. Mais voici un fait que rapporte le *Canadien*, qui surpasse toute imagination. "Un échantillon de ce froment (blé) se faisait surtout remarquer par son poids. Un des juges examinateurs voulant admirer de plus près ce blé extraordinaire, en prit une poignée et s'aperçut qu'il contenait beaucoup de graines noires que, sur examen, il reconnut être du petit plomb à tirer (de la cendre ?) qu'on avait mêlé au grain pour le rendre plus pesant. Les auteurs de cette ruse malhonnête sont des Irlandais, qui ont été privés de trois pax auxquels ils avaient droit de prétendre sans cette fraude."

**Gholéra.**—Nous voyons par le *New-York Commercial Advertiser*, du 23 février, que le choléra a de nouveau reparu dans quelques parties des Etats-Unis, notamment dans l'intérieur de la Louisiane et à Ward's Island, vis-à-vis la ville de New-York. Il paraît qu'un bâtiment récemment arrivé de Liverpool, à cette dernière ville, parti du 9 janvier, avec 203 passagers, serait la cause de l'apparition subite de cette épidémie.

Mr. J. F.—Lotbinière.—Nous avons reçu votre lettre, monsieur, et nous expédierons l'*Ordre Social*, à la nombreuse liste d'abonnés que vous avez déjà recueillie, aussitôt que ce journal paraîtra.

Los procédés de l'Assemblée du Comité de Dorchester, au prochain numéro.

L'indisposition de M. Chiniquy a pris un caractère sérieux et alarmant. C'est une complication de typhus, d'érysipèle et de menace d'inflammation aux poumons et au cerveau. Les médecins espèrent encore pouvoir maîtriser le mal.—*Mélanges de mardi.*

### AGRICULTURE.

Dans un des numéros du Journal d'Agriculture de l'année dernière, nous avons soumis quelques observations, au sujet des Associations de Crédit Agricole, et du principe sur lequel elles sont établies dans plusieurs des états de l'Europe, et suggéré humblement que des associations semblables pourraient être introduites avec avantage en Canada pour l'avancement de l'agriculture. Si ce qu'on rapporte du bien qui résulte de l'opération de ces associations dans d'autres pays est bien fondé, (et elles existent dans quelques-uns depuis près de cent ans,) il n'en faudrait pas davantage pour encourager les habitants de ce pays à en faire l'expérience ; et à dire vrai, nous ne voyons aucun risque à en établir. Dans un pays nouveau, riche et fertile, comme l'est le Canada, il est absolument besoin de capitaux pour pouvoir tirer du sol les richesses qu'il offre au travail. Nous ne devons pas être détournés de nous évertuer, parce que nous avons perdu la protection commerciale et la préférence pour nos produits sur les marchés anglais. Efforçons-nous de rendre notre pays riche en productions, et de trouver chez nous des consommateurs pour ce que nous ne pourrions pas exporter avantageusement ailleurs, particulièrement par l'établissement de manufactures domestiques, qui échangeront leurs articles pour nos produits. C'est ce que nous serons obligés de faire jusqu'à une certaine étendue, car il est manifeste que nous ne pourrions pas acheter de la Grande-Bretagne, si elle n'achète pas de nous. Jusqu'à présent nous avons exporté nos produits en Angleterre, à grands frais de transport, pour les vendre à ceux qui fabriquent pour nous dans ce pays à des effets et des marchandises, qui ne nous arrivent que chargés des frais de transport, un droit d'entrée, etc. Il est aisé de comprendre combien ces frais de transport, d'allée et venue du Canada en Angleterre, et d'Angleterre ici, contribuent à augmenter le coût des effets que nous achetons, et à diminuer le prix que nous obtenons de nos produits. Il serait donc, selon toute apparence, très avantageux qu'il y eut ici des manufacturiers qui achèteraient nos produits sur le lieu, et nous épargneraient les frais du transport en Angleterre, et nous vendraient aussi sur le lieu leurs articles, sans frais additionnels d'importation. Nous ne dirons pas qu'en établissant des manufactures ici on ferait tout pour nous ; car quand même elles pourraient fabriquer tous les articles que nous importons maintenant, nous ne croyons pas qu'ils iraient à plus de £200,000 par année ; mais assurément ces établissements nous aideraient beaucoup, et nous ne voyons pas pourquoi ils ne réussiraient point sous les circonstances que nous venons de mentionner. Nous entendons tous les jours parler du grand nombre d'individus qui émigrent de ce pays aux Etats-Unis, pour y chercher un emploi qu'ils ne peuvent trouver ici. Pourquoi en est-il ainsi ? Ce n'est certainement pas parce que nous manquons d'ouvrage à leur donner et à donner à d'autres encore : nos terres ne sont pas épuisées et exigent une fois plus de soin et de travail qu'on ne leur en donne pour produire de bonnes récoltes, et nous pourrions avoir les manufactures auxquelles nous venons de faire allusion. Si nous avions des "Associations de Crédit Agricole," il en résulterait pour notre agriculture une impulsion nouvelle et énergique, qui augmenterait nos productions au point de nous mettre en état d'établir et de soutenir des manufactures. Quand un

pays ne fournit que de minces produits, les manufactures ne sont pas assez encouragées, et elles ne peuvent pas prospérer ; mais dans un pays où les productions abondent, les manufactures doivent être florissantes ; elles aideront le cultivateur, comme, à son tour, le cultivateur les soutiendra. Les "Associations de Crédit Agricole" offrent le seul moyen que nous connaissons de mettre occasionnellement par des prêts d'argent, les cultivateurs en état d'améliorer leurs terres. La garantie serait ample, puisqu'elle serait fondée sur les biens des cultivateurs par tout le pays. Il ne serait pas possible de trouver une meilleure garantie que celle-là. La valeur des propriétés qui sont entre les mains des cultivateurs de la province du Canada, y compris leurs terres, leurs bâtiments, leurs animaux domestiques, leurs instrumens aratoires, etc., ne peut pas être de moins de cinquante à soixante millions de livres, courant. A qui donc pourrait-on fournir avec plus de sûreté, ou moins de risque, les moyens d'exercer leur profession avec succès ? Il n'y a que le système de prêt ou d'avance de fonds dont nous parlons qui puisse leur convenir. Il est généralement admis que le système de crédit de caisse, ou prêt d'argent établi en Ecosse, a été le principal moyen d'améliorer l'agriculture de ce pays. Ce système a réussi admirablement pour les banques et pour les fermiers qui y ont eu recours. Il n'est pas étonnant que l'agriculture soit si arriérée ici, vu combien peu on a fait pour ses intérêts. Les cultivateurs possèdent un très grand montant de valeurs fixées dans le pays, et après tout, nous ne le leur voyons aucun moyen sûr de se procurer des fonds, pour les fins les plus nécessaires ou les plus utiles, et très souvent ils se trouvent ruinés, faute de pouvoir se procurer une petite aide, ou hors d'état de faire des améliorations qui doubleraient leurs produits annuels. Toutes ces choses méritent d'être considérées sérieusement, si l'avancement et la prospérité du pays sont à désirer. Nous pouvons suggérer des mesures que nous croyons propres à avancer le bien-être du pays, mais si ces suggestions n'aboutissent à rien, autant nous vaudrait-il garder le silence. A tout événement, que des individus de notre population, ou des émigrés arrivés dans ce pays, nous laissent pour passer aux Etats-Unis, ce n'est pas en conséquence de quelque déféction dans notre sol, ou de quelque inconvénient dans notre climat.

Quoique nous n'ayons qu'un port de mer, et que ce port soit fermé pendant quatre ou cinq mois par les glaces de l'hiver, il n'y a pas sur ce continent de pays qui pourrait être productif et plus florissant que le Canada, si ces habitants savaient tirer le meilleur parti possible de ses vastes ressources. Quant à ce qui regarde l'économie rurale, ou les sources de prospérité agricole, nous prendrons la liberté de dire que le travail d'un homme ou d'un cheval, judicieusement employé ici en agriculture, créera une aussi grande somme de produit que dans les Iles Britanniques, ou dans quelque partie que ce soit de l'Amérique du Nord que nous avons vue, ou dont nous avons entendu parler. Qu'y a-t-il donc pour induire des gens d'ici à laisser le pays pour aller chercher une fortune meilleure dans les Etats voisins ? Une grande portion des produits obtenus dans les Etats-Unis, en partie par le travail des émigrés d'Europe et des émigrés du Canada, est exportée dans la Grande-Bretagne. Quelle est la cause qui nous empêche d'employer ces émigrés, et de recueillir, au moyen de leur travail, sur un sol meilleur, des pro-

duits qui puissent être exportés dans la Grande-Bretagne ?

Ce qui nous manque, c'est l'argent, c'est l'habileté nécessaire pour employer utilement : mais d'où vient ce manque d'argent et d'habileté, et qu'est-ce qui nous empêche d'avoir l'un et l'autre aussi bien que nos amis de l'autre côté de la ligne de 45° ? On peut garantir ici tout emprunt nécessaire à l'amélioration et au progrès du pays, d'une manière aussi ample et aussi sûre qu'on le pourrait faire partout ailleurs de ce côté-ci de l'Atlantique. Pourquoi donc ce système d'accommodation, pouvons nous dire, ne s'établirait-il pas ?—(A continuer.)

JOURNAL D'AGRICULTURE.

### Anecdotes maritimes.

(EXTRAIT DU JOURNAL D'UN MARIN ANGLAIS.)

"Je venais de rejoindre ma nouvelle frégate la *Sibylle*, lorsque je fus témoin d'une petite scène qui me toucha fort.

"Un bateau rempli d'hommes se dirigeait à force de rames vers un navire marchand en partance pour les Grandes-Indes. Le capitaine, avec qui je me promenais sur le pont, m'ordonna de prendre le canot et d'aller reconnaître ceux qui montaient le bateau. Je les trouvai munis d'un permis de l'amirauté, qui devait expirer à trois jours de sa date. Or, la date avait été omise probablement à dessein. Quelque couleur s'était procuré ce papier pour mettre à l'abri de la presse les matelots qu'il expédiait aux vaisseaux marchands en station à Gravesend.

"Sans m'arrêter à cette prétendue permission, je remarquai le bateau jusqu'à la *Sibylle*. Le capitaine examina les hommes, et, ne trouvant parmi eux aucun marin d'élite, il se contenta de deux jeunes Irlandais robustes et vermeils, Mick et Pat, l'un garçon de vingt ans, l'autre de dix-neuf. Les pauvres diables ne se tenaient pas d'effroi à l'idée de se voir enrôlés à bord d'un vaisseau de guerre dont on leur avait compté d'effroyables histoires. Il était près de midi quand ils arrivèrent, et le sifflet du maître d'équipage donna le signal du dîner. En conséquence, on leur servit leur ration de pain, de soupe et de viande ; sur quoi Pat, riant à travers ses larmes, se tourna vers son frère, et dit : "Mick, si nous envoyions chercher la mère !" La chose fut racontée à la table des officiers qui en rirent de bon cœur, puis l'oublièrent.

Mais plusieurs semaines après, la frégate se trouvant à la hauteur de Spithead, un bateau vint de la côte à force de rames, apportant non-seulement la mère, mais aussi le petit frère des deux Irlandais. Leur joie à se revoir nous émut tous et nous disposa bien pour eux. La famille, une fois à bord, devait nécessairement vivre sur la ration des deux matelots ; mais les officiers intercédèrent près du capitaine, et le petit Edmond, le dernier des frères, qui n'avait que dix ans, fut inscrit sur les rôles et reçut une troisième ration. Les deux frères aînés se procurèrent aussi un hamac pour la mère et un pour l'enfant. Parmi leurs camarades c'était à qui les aiderait, tant cette conduite leur avait gagnée les cœurs. De son côté, la mère, ne voulant pas être à charge, et toujours affairée à blanchir et raccommoder les hardes des marins, payait, et au-delà, sa nourriture par les services qu'elle rendait : si bien que, grâce à ses soins, non-seulement sa famille, mais encore l'équipage, étaient